

RAPPORT N° 2023/1-06
Au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 23 février 2023

OBJET

ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES – OPTIMISATION DU POSTE DE REFOULEMENT DE LA JAMAIQUE (COMMUNE DE SAINT-DENIS) – AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER L'AVENANT N° 2 AU MARCHÉ DE TRAVAUX POUR LE LOT N° 1

I. HISTORIQUE :

Suite à la décision du Bureau communautaire en date du 27 mai 2021, des marchés de travaux ont été conclus avec les entreprises et pour les montants suivants pour la réalisation des travaux d'optimisation du poste de refoulement de la Jamaïque sur la commune de Saint-Denis :

- Lot 1 – piège à cailloux : Entreprise HYDROTECH pour un montant de 718 107,95 € HT ;
- Lot 2 – travaux d'optimisation du poste de refoulement : Entreprise SOGEA SETB-ACTINIUM pour un montant de 532 302,96 € HT

Pour rappel, la consultation a été lancée selon la procédure adaptée (MAPA) conformément à l'article R. 2123-1 du code de la commande publique et le marché a été notifié aux entreprises le 21 juin 2021 pour un délai global d'exécution des travaux fixé globalement à 8 mois hors congés légaux du BTP).

En cours de chantier, des modifications et **des adaptations affectant le lot n° 1** ont été rendus nécessaires pour parvenir à l'achèvement des ouvrages concernés.

Ces prestations supplémentaires ayant entraîné des prix nouveaux et la prolongation du délai d'exécution du marché, le bureau communautaire en date du 30 juin 2022 a autorisé le Président à signer l'avenant n° 1 au marché de travaux pour le lot 1 -pièges à cailloux- pour un montant supplémentaire de 106 281,00 € HT (soit + 12,85 % du montant révisé du marché), faisant ainsi passer le montant du marché pour le lot 1 de 718 107,95 € HT à 824 387,95 € HT.

En cours de chantier le lot 1 a fait l'objet de nouvelles adaptations entraînant des prestations supplémentaires et nouvelles comme suit :

Le pompage de rabattement des eaux de la nappe, nécessaire à la réalisation des fouilles et des travaux de fondation du piège à cailloux a été effectué avec des moyens bien plus importants que ce que le marché prévoyait. Le DCE avait prévu un rabattement de nappe pour une durée de 30j avec une pompe de capacité 50 à 80m3/h. Ces données ont été recueillies dans les rapports d'études géotechnique réalisée préalablement à l'élaboration du DCE.

Or, durant l'exécution des travaux, pour pouvoir rabattre la nappe, l'entreprise a dû renforcer successivement le matériel de pompage et l'utiliser plus longtemps que ce que le marché prévoyait.

Le constat effectué par la maîtrise d'œuvre indique que l'entreprise a renforcé les moyens de pompage comme suit :

Capacité de la pompe	Observation
45 m3/h	Rabattement de nappe insignifiant.
75 m3/h	Rabattement de nappe insignifiant.
130 m3/h	Rabattement de nappe insignifiant.
2 X 130 m3/h	Faible rabattement de la nappe sur une journée sans pour autant être au sec et permettre de réaliser les travaux. Après une nuit de pompage, le niveau de la nappe était remonté, phénomène probablement dû à la marée.
650 m3/h	Rabattement efficace.

De plus, pour pouvoir rabattre la nappe et réaliser les travaux les plus profonds, le maître d'œuvre a constaté que le dispositif de pompage a été nécessaire sur 200 jours au lieu des 30 prévus au marché.

Il s'agit donc ici d'imprévus qu'aucun acheteur diligent ne pouvait prévoir.

Le coût supplémentaire induit par ces imprévus a été estimé à 193 000 € par l'entreprise dans sa Demande de Rémunération Complémentaire du 12/12/2022 transmis à la maîtrise d'œuvre. Après négociations, ce montant a été ramené à 67 000 €.

Conformité par rapport à l'article R2194-2 R2194-5 du code de la commande publique :

Suivant les explications détaillées ci-dessus, les moyens déployés par l'entreprise pour rabattre la nappe n'étaient pas prévus dans le marché initial et ont été rendus nécessaires, compte tenu des observations effectuées en cours de chantier sur le rabattement de la nappe.

A ce titre, le changement de titulaire n'est pas possible pour les raisons suivantes :

- o Raisons économiques : L'arrêt des travaux et le temps nécessaire à la passation d'un autre marché aurait pour conséquence la dégradation d'une partie des ouvrages déjà réalisés. Cette conséquence obligerait la CINOR à reprendre une partie des ouvrages, qui immergé dans la nappe se détériorait du fait que l'étanchéité des ouvrages n'est pas encore réalisée (corrosion des armatures, nouvelles fouilles, etc...).
- o Raisons techniques : Un prestataire différent n'engagera pas sa responsabilité et la garantie de la pérennité des ouvrages posés sur des fondations dont il n'aura pas maîtrisé la réalisation. S'agissant de la réalisation d'un ouvrage unique en un point géographique unique, un changement de titulaire est impossible pour des raisons économiques et techniques en tenant compte notamment des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements ou installations existants achetés dans le cadre du marché initial.

Également, ces modifications ont été rendues nécessaires par des circonstances que ni la maîtrise d'œuvre de l'opération, ni la CINOR ne pouvaient prévoir de manière diligente. En effet des études géotechniques avaient été réalisées pour déterminer les moyens à mettre en œuvre pour rabattre la nappe, et ont été transmis au DCE. Cependant, durant l'exécution des travaux, il a été constaté que les moyens prévus au marché concernant le pompage de la nappe n'étaient pas suffisants au regard des nouvelles contraintes liées au rabattement de la nappe.

Ces modifications nécessitent la passation d'un avenant n° 2 au marché de travaux pour le lot 1.

II. OBJET ET JUSTIFICATIONS DE L'AVENANT

Les modifications et adaptations ci-dessus intervenues en cours de chantier ont eu pour conséquence l'augmentation des quantités prévues au marché, la création de prix nouveaux et la prolongation du délai d'exécution du marché.

Ces modifications portent sur les éléments suivants :

n° prix	désignation	U	Quantités	PU (en € HT)	Total (en € HT)
AVENANT 1					
PN1	Piste d'accès via EBC	u	1.00	1 200,00 €	1 200,00 €
PN2	Dévoïement de réseaux imprévus	u	1.00	30 855,00 €	30 855,00 €
PN3	Immobilisation amiante '16/12/ --> 29/04)	u	1.00	43 336,00 €	43 336,00 €
PN4	Désamiantage	u	1.00	19 345,00 €	19 345,00 €
PN5	Etude G3 complémentaire (surchage, forage, clous, rapport)	u	1.00	11 544,00 €	11 544,00 €
TOTAL DES PRIX NOUVEAUX - AVENANT 1					106 280,00 €
AVENANT 2					
n° prix	désignation	U	Quantités	PU (en € HT)	Total (en € HT)
PN6	Adaptation de la capacité de pompage de la nappe	u	1.00	67 000,00 €	67 000,00 €
TOTAL DES PRIX NOUVEAUX - AVENANT 2					67 000,00 €
TOTAL DES PRIX NOUVEAUX - AVENANT 1 ET 2					173 280,00 €

La fin du délai contractuel avait été prévu par l'OS n°5 à la date du 30/09/2022.

Compte tenu des aléas de chantier imprévisibles et détaillés dans l'avenant n°2 joint en annexe, un délai supplémentaire de 110 jours ouvrés est porté au marché, reportant la fin du délai d'exécution au 03/03/2023.

III. INCIDENCE FINANCIERE

⇒ Montant initial des travaux en € HT :.....	718 107,95 €
⇒ Montant en € HT des avenants 1 et 2 :.....	173 280,00 €
⇒ Montant du marché révisé en € HT (valeur janvier 2023 – ind du mois de nov-22) :	888 112,50 €
⇒ Valeur de la modification par rapport au marché révisé (+ 0.37 %) :.....	3 275,45 €
⇒ % d'écart introduit par les avenants 1 et 2 par rapport au montant initial :.....	+ 24,13 %
⇒ Nouveau montant en € HT des travaux après passation des avenants 1 et 2 :.....	891 387,17 %
⇒ TVA : 8,5 % :.....	75 767,98 €
⇒ NOUVEAU MONTANT en € TTC des travaux.....	967 155.93 €

En résumé, ces adaptations font passer le montant du marché de travaux de 718 107,95 € à 967 155.93 € (soit + 24,13 %) après avenant n° 1 et 2.

En conséquence de ces prestations supplémentaires et nouvelles la fin du délai contractuelle est prolongée jusqu'au 3 mars 2023

Les dépenses correspondantes sont imputées sur le budget annexe assainissement - section investissement – chapitre 23.

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver l'avenant n° 2 au marché de travaux passé avec l'entreprise HYDROTECH pour le lot n° 1 – piège à cailloux - d'optimisation du poste de refoulement de la Jamaïque (commune de Saint-Denis) pour un montant supplémentaire de 67 000 € HT, représentant au total + 24.13 % du montant révisé du marché (+14.8 % à l'avenant 1 + 9.33 % à l'avenant 2).
- Autoriser le Président à signer cet avenant faisant passer le montant révisé du marché de travaux pour le lot n° 1 de 718 107.95 € HT à 891 387.17 € HT.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N° 2023/1-06
du bureau de la Communauté
en séance du 23 février 2023**

OBJET

ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES – OPTIMISATION DU POSTE DE REFOULEMENT DE LA JAMAIQUE (COMMUNE DE SAINT-DENIS) – AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER L'AVENANT N° 2 AU MARCHÉ DE TRAVAUX POUR LE LOT N° 1

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 23 juillet 2014, affaire n° 2014/8-04 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France Télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2023/1-06 du Président

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver l'avenant n° 2 au marché de travaux passé avec l'entreprise HYDROTECH pour le lot n° 1 – piège à cailloux - d'optimisation du poste de refoulement de la Jamaïque (commune de Saint-Denis) pour :

- un montant supplémentaire de 67 000.00 € HT (représentant + 24.13 % du montant du marché).
- Un délai supplémentaire de 110 jours, reportant la fin du délai contractuel au 3 mars 2023.

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer cet avenant :

- Faisant passer le montant révisé du marché de travaux pour le lot n° 1 de 718 107.95 € HT à 891 387.95 € HT (hors révision).
- Rajoutant 110 jours au délai contractuel du marché, reportant la fin du délai contractuel au 3 mars 2023.

Nombre de votants : 15
Suffrages exprimés : 15
Vote pour : 15
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

03 MARS 2023

Le Président,
Maurice GIRONCEL

